

Tabel VI : Sectorale voorwaarden, wat subsector II betreft, voor de lozing (maandelijkse gemiddelden) van hexachloorbutadien (HCB) in gewoon oppervlaktewater en in openbare rioleringen, zoals bedoeld in artikel 2, 23°, en in artikel 3, 20°

Industriële sectoren	Lozingsvoorwaarden uitgedrukt in	
	gewicht (g/t) (1)	concentratie (mg/l)
Productie van perchloorethyleen (PER) en koolstoftetrachloride (CCl ₄) door perchlorering	1,5	1,5

(1) De in gewicht uitgedrukte lozingsvoorwaarden en de referentievolumes worden gegeven ten opzichte van de globale productiecapaciteit van TETRA+ PER.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik i.v.m. de productie van gechloreerde C1-, C2-, C3-koolwaterstoffen en de polymeren ervan.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 948

[2003/200321]

16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux dépôts d'hydrocarbures liquides reprises aux rubriques :

- n° 63.12.03 : combustibles liquides (dépôts de matières, produits ou substances), autres que ceux prévus à la rubrique 63.12.09, en quantité supérieure à 5 T;

- n° 63.12.09 : liquides inflammables et combustibles autres que ceux visés à la rubrique 63.12.03;

- n° 63.12.15.01 : produits pétroliers, combustibles fossiles, gaz combustibles, substances pétrochimiques et chimiques de toute nature (substances, préparations ou mélanges) autres que les liquides inflammables (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 20 T et inférieure à 100 000 T;

- n° 63.12.15.02 : produits pétroliers, combustibles fossiles, gaz combustibles, substances pétrochimiques et chimiques de toute nature (substances, préparations ou mélanges) autres que les liquides inflammables (dépôts de) lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 100 000 T.

La notion de dépôt inclut l'équipement, les processus de contrôle, les manipulations et les techniques de prévention et de réduction des rejets.

Section II. — Conditions de déversement

Sous-section I^{er}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires

Art. 2. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 25 mg d'oxygène par litre;

3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

4° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

5° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

6° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

7° la teneur en BTEX des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg par litre;

8° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

9° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section II. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 3. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9,5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

3° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

4° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

5° la teneur en BTEX des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg par litre;

6° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

7° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

8° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

9° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section III. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 4. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

Sous-section IV. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 5. L'arrêté royal du 11 août 1987 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant des dépôts d'hydrocarbures liquides est abrogé.

Art. 6. Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut dépasser le 31 octobre 2007.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, le l'Urbanisme et de l'Environnement

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 948

[2003/200321]

16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Lager für flüssige Kohlenwasserstoffe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

Abschnitt I — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den folgenden Rubriken erwähnten Lager für flüssige Kohlenwasserstoffe anwendbar:

- Nr. 63.12.03: Flüssige Brennstoffe (Lagerung von Stoffen, Produkten oder Substanzen), anders als diejenigen, die in der Rubrik 63.12.09 erwähnt sind, in einer Menge, die 5 T übertrifft;

- Nr. 63.12.09: Feuergefährliche oder brennbare Flüssigkeiten, anders als diejenigen, die in Rubrik 63.12.03 erwähnt sind;

- Nr. 63.12.15.01: Erdölzeugnisse, fossile Brennstoffe, Kraftgase, erdölchemische und chemische Substanzen jeder Art (Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen) anders als die feuergefährlichen Flüssigkeiten (Lager für -) wenn die Lagerungskapazität mindestens 20 T beträgt und unter 100 000 T liegt;

- Nr. 63.12.15.02: Erdölzeugnisse, fossile Brennstoffe, Kraftgase, erdölchemische und chemische Substanzen jeder Art (Substanzen, Zubereitungen oder Mischungen) anders als die feuergefährlichen Flüssigkeiten (Lager für -) wenn die Lagerungskapazität mindestens 100 000 T beträgt.

Der Begriff von "Lager" schließt die Ausrüstung, die Kontrollverfahren, die Handhabungsvorgänge und die Techniken zur Vermeidung und Verminderung der Ableitungen ein.

Abschnitt II — Ableitungsbedingungen I

Unterabschnitt I — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 2 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 25 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

7° der Gehalt an BTEX des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

9° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt II — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 3 - Für das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete industrielle Abwasser gelten die folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

4° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an BTEX des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

7° im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

8° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;

9° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt III — Analyse- und Probenahmemethoden

Art. 4 - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

Unterabschnitt IV — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 5 - Der Königliche Erlass vom 11. August 1987 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus den Lagern für flüssige Kohlenwasserstoffe in das gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

Art. 8 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 948

[2003/200321]

16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik in opslagplaatsen voor vloeibare koolwaterstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

Afdeling I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder de volgende rubrieken :

- nr. 63.12.03 : andere vloeibare brandstoffen (opslag van stoffen, producten of substanties) dan die vermeld in rubriek 63.12.09, waarvan de hoeveelheid 5 t overschrijdt;

- nr. 63.12.09 : andere ontvlambare en brandbare vloeistoffen dan die vermeld in rubriek 62.12.03;

- nr. 63.12.15.01 : andere aardolieproducten, fossiele brandstoffen, brandbare gassen, petrochemische en chemische stoffen van welke aard ook (stoffen, preparaten of mengsels) dan ontvlambare vloeistoffen (opslagplaatsen) als de opslagcapaciteit gelijk is aan 20 t of meer en lager dan 100 000 t;

- nr. 63.12.15.02 : andere aardolieproducten, fossiele brandstoffen, brandbare gassen, petrochemische en chemische stoffen van welke aard ook (stoffen, preparaten of mengsels) dan ontvlambare vloeistoffen (opslagplaatsen) als de opslagcapaciteit gelijk is aan 100 000 t of meer. Het begrip « opslagplaats » omvat de uitrusting, de controleprocessen, de manipulaties en de technieken inzake preventie en beperking van lozingen.

Afdeling II. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 2. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 25 mg per liter;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

4° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

5° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

6° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

7° het gehalte aan BTEX is niet hoger dan 0,1 mg per liter;

8° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

9° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

Art. 3. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9.5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of lager dan 6;

2° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

3° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 200 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

4° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

5° het gehalte aan BTEX is niet hoger dan 0,1 mg per liter;

6° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

7° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

8° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

9° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 4. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Onderafdeling IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 5. Het koninklijk besluit van 11 augustus 1987 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de opslagplaatsen van vloeibare koolwaterstoffen.

Art. 6. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 949

[2003/200308]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant condition sectorielle eau relative au raffinage du pétrole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

- n° 23.20.01 : production de carburants pour moteur.
- n° 23.20.02 : production de combustibles liquides ou gazeux.
- n° 23.20.03 : fabrication d'huiles de graissage et de graisses lubrifiantes à partir de pétrole, y compris les résidus de raffinage.
- n° 23.20.04 : fabrication de produits de base pour la pétrochimie.
- n° 23.20.05 : fabrication de produits pétroliers raffinés divers.